

Le Bulletin du CHAT

Centre d'histoire et d'archives du travail



Volume 1, numéro 4, automne 2014

SOMMAIRE

Articles

Derrière des archives se cachent des mémoires vivantes / 2
Une intervention au Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* / 4

Acquisitions et traitement

Le Fonds du Comité intersyndical du Montréal métropolitain (CIMM) / 6
Le Fonds du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* / 6
Les archives de la FTQ / 7

Nouvelles du CHAT

Les nouveaux membres / 8
La recherche de nouveaux locaux / 8

Vient de paraître

De ferblantier à citoyen engagé : ma vie (1929-2014) / 9
Une vie de débardeurs : troubles et changements au Port de Montréal (1960-1975) / 10

Événements culturels

La Montreal Cotton au cœur d'une exposition / 11

ARTICLES

Derrière les archives se cachent des « mémoires vivantes »

Stéphanie Cloutier
Archiviste

En janvier 2014, le Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) annonce qu'il est bénéficiaire d'une aide financière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) lui permettant d'entreprendre le traitement du Fonds d'archives du Syndicat des débardeurs du Port de Montréal, section locale 375 du SCFP. Le projet s'est concrétisé au printemps 2014 et je me suis vue confier le mandat de réaliser l'analyse des archives historiques du syndicat.

Le Syndicat des débardeurs est un vieux syndicat. Ayant vu le jour en 1903, il compte aujourd'hui plus de 800 membres et est l'un des plus influents syndicats maritimes au pays. Au fil des décennies, ce syndicat a livré plusieurs luttes qui ont marqué l'histoire des débardeurs du Port de Montréal.

L'Atelier d'histoire : une collaboration précieuse

Au printemps 2013, l'Atelier d'histoire des débardeurs est fondé par trois débardeurs retraités passionnés d'histoire : M. Denis Bourassa, M. Jean-Pierre Collin et M. Normand Ferguson. L'objectif de l'Atelier est la préservation et la diffusion de l'histoire des débardeurs de Montréal, ce qui ne peut passer que par la conservation du patrimoine archivistique et documentaire du syndicat. C'est grâce à leurs encouragements que le Syndicat des débardeurs a fait appel

au CHAT afin de procéder au traitement d'une partie de leurs archives historiques.

En règle générale, lorsque l'on parle d'archives historiques, il est question d'un tête-à-tête intime de l'archiviste avec les archives, derniers témoins des faits et discoureurs d'une histoire passée. Dans le contexte de mon intervention au Syndicat des débardeurs, j'ai eu la chance de bénéficier de la précieuse collaboration de messieurs Bourassa, Collin et Ferguson qui se sont impliqués activement dans le projet de traitement des archives. Fervents militants syndicaux pendant leur vie active, ils ont vécu, forgé et même tantôt consigné sur papier l'histoire de leur syndicat. Ces messieurs — que j'ai affectueusement baptisés les « mémoires vivantes » — ont été des références inestimables dans le cadre de mon travail. Certes, la tâche archivistique est demeurée la même : effectuer un traitement des archives historiques en respect des règles reconnues en archivistique. Toutefois, avoir accès au vécu de ces acteurs directs de ce passé a apporté une dimension nouvelle à mon travail.

Aujourd'hui, ces débardeurs à la retraite constatent que l'histoire des débardeurs est méconnue, tant dans la population en général qu'au sein même des membres du syndicat, surtout chez les plus jeunes. Leur rêve le plus cher est de faire paraître un ouvrage sur l'histoire des débardeurs du local 375.

Confronter le vécu aux documents d'archives

Dès le début de mon intervention, les membres de l'Atelier m'ont judicieusement présenté le milieu dans lequel j'allais œuvrer. En complémentarité avec les quelques lectures que j'ai faites sur l'histoire du syndicat*, ils m'ont brossé un portrait

d'ensemble des débardeurs, la nature de leur travail, leurs conditions de travail, les conflits importants ainsi que les individus influents qui ont marqué l'histoire du syndicat à travers le temps. Parsemés d'anecdotes, ces échanges m'ont permis d'avoir une vue d'ensemble de la vie sur les quais, et également du contexte syndical à travers les décennies. Ainsi, j'ai pu amorcer mon intervention avec, en poche, une prémisse fort profitable.

D'autre part, ayant déjà consulté les archives historiques avant mon arrivée, les membres de l'Atelier avaient déjà une bonne idée de ce qui s'y trouvait et dans une certaine mesure, connaissaient déjà la valeur historique de certains documents. C'est notamment le cas de séries quasi complètes de procès-verbaux et des dossiers étoffés concernant les négociations de conventions collectives. Qui plus est, ayant été des travailleurs très impliqués au sein de leur syndicat, ils ont collaboré de près à plusieurs activités et événements du Syndicat des débardeurs depuis les années 1960. Conséquemment, ils sont les « créateurs » de plusieurs documents que j'ai examinés. À plusieurs occasions, j'ai fait appel à leur expérience afin de mieux saisir le sens de certains documents et événements. Leur aide a aussi été précieuse afin de bien comprendre certaines des spécificités propres au monde syndical des débardeurs. Ils ont amené une nouvelle dimension à mon travail, celle de rendre plus concrète cette histoire consignée sur papier.

À l'issue de cet exercice, outre un fonds d'archives structuré et un outil de recherche utilitaire, le Syndicat des débardeurs s'est vu enrichi de quelque chose d'encore plus précieux : un coup de pouce à la sauvegarde et surtout, à la diffusion de leur histoire. Ainsi, chercheurs, historiens et bien entendu le syndicat et les membres de l'Atelier

d'histoire des débardeurs pourront avoir accès à ces documents et conséquemment, poursuivre leur but de garder vivante l'histoire de leur institution.

Certes, le cas du Syndicat des débardeurs n'est pas unique. Le Québec possède une histoire syndicale riche et surtout très précieuse et il est urgent de poser les gestes nécessaires afin de préserver ce patrimoine historique. Qui plus est, l'exemple du Syndicat des débardeurs démontre qu'il est fondamental de profiter des « mémoires vivantes », des individus qui ont forgé la vie syndicale. Ceci est sans contredit une contribution qui est sans prix à l'interprétation et la pérennisation de l'histoire de ces institutions et il est fondamental d'agir rapidement, car malheureusement, ces sources de savoir ne sont pas éternelles.

Je tiens à remercier le Syndicat des débardeurs et son personnel pour leur précieuse collaboration tout au long de mon intervention, plus précisément Raphaël Erkoréka, secrétaire-archiviste ainsi que M. Denis Bourassa, M. Jean-Pierre Collin et M. Normand Ferguson, membres fondateurs de l'Atelier d'histoire des débardeurs.

(*) Étienne Martel, Une vie de débardeur : troubles et changements au Port de Montréal (1960-1975), rapport de recherche présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire, profil Histoire appliquée, 2014, 153 p.

Francis Gaudet, Vie syndicale et conditions de travail dans l'industrie du débardage à Montréal 1946- 1966 : Étude de la section 375 de l'Association internationale des débardeurs, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1994, 298 p.

Une intervention au Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse*

Esther Ste-Croix
Archiviste

Je suis une finissante du programme de maîtrise à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI) et future diplômée de l'Université de Montréal. Au printemps dernier, j'apprends qu'un syndicat recherche une personne archiviste pour un travail de numérisation. Je manque d'expérience certes, mais ce projet me tente grandement. Mais entreprendre ce type de travail par moi-même me semblait périlleux : j'avais besoin d'un soutien archivistique. J'ai pensé au Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT) qui avait fait l'objet d'une présentation par un étudiant dans un cours de Politiques des archives. Ce fut un bon réflexe d'aller vers ce tout nouveau centre d'archives, un organisme à but non lucratif, car après avoir expliqué mes besoins à Marc Comby, archiviste conseil du CHAT, il accepta de participer à la préparation de l'offre de service et de me guider tout au long de l'exécution du travail.

Le syndicat en question est le Syndicat des travailleurs de l'information de La Presse (STIP). Un syndicat qui compte plus de 300 membres, tous employés de la salle de rédaction et du site web. M. Comby et moi avons rencontré le président et la secrétaire-générale pour comprendre leurs attentes et leurs besoins. L'exécutif du STIP désirait numériser plusieurs de ses documents sur support analogique qu'il jugeait essentiels afin de les inclure dans son répertoire électronique et de pouvoir ainsi les repérer rapidement grâce aux fonctionnalités d'indexation automatique du serveur

informatique. Un projet de numérisation qui bonifierait l'utilisation des documents tout en préservant l'information. Parmi ces documents, on parlait des griefs déposés depuis la naissance du syndicat, des décisions arbitrales et des lettres d'entente. L'intention était de pouvoir lier les documents essentiels qui ont été produits ou reçus par le syndicat à chacun des articles de la convention collective auxquels ils se rapportent.

Le syndicat n'avait pas mis à jour son système de classement depuis nombre d'années. Les officiers du syndicat classaient leurs dossiers au gré d'initiatives individuelles ce qui rend le repérage des documents parfois long et ardu. Nous avons décidé que je m'occuperais dans un premier temps de l'évaluation et du tri sommaire des documents, de leur rangement physique, de la rédaction de règles de conservation et de structurer le répertoire numérique en fonction du plan de classification. Le projet de numérisation sera exécuté par la suite.

Le STIP avait son schéma de classification qui consistait en une description détaillée de leurs documents et archives rédigée vers 1997. Il compte plus de 200 pages qui décrivent à la pièce le Fonds depuis 1977. Cet instrument de recherche très précis et précieux m'accompagna fidèlement lors de la prise de connaissance initiale de la quinzaine de mètres linéaires de documents. Ce guide présente une structure hiérarchique de treize catégories qui va comme suit :

- Série 1. Documents constitutifs ;
- Série 2. Assemblée générale et bureau ;
- Série 3. Comités ;
- Série 4. Convention collective ;
- Série 5. Application de la convention collective ;
- Série 6. Lettres d'entente ;
- Série 7. Conflits de travail ;
- Série 8. Listes et dossiers des membres ;

Série 9. Avantages sociaux ;
Série 10. Correspondance ;
Série 11. Finances ;
Série 12. Publications ;
Série 13. Documents de référence.

Plus tard j'ai trouvé dans le répertoire numérique du syndicat un second instrument de recherche, moins détaillé celui-là, réalisé au début des années 2000. Ce plan reprend les mêmes catégories sauf qu'à la Série 5. Application de la convention collective, les divisions sont définies selon les articles de la convention collective. Les divisions de cette série ont ainsi plus de sens que celles du premier plan de classification qui étaient divisées en sujets (affichage, recrutement, sécurité d'emploi, etc.). En découvrant cette manière d'organiser les applications de la convention collective j'ai compris que la Série 5 deviendrait le pivot de l'organisation des documents du STIP.

À la suite de l'analyse de la documentation sur support papier et celle sur support numérique, j'ai proposé au président une adaptation des deux plans de classification qui seraient utilisés pour les deux formats de documents : analogique et électronique. La série 01 est devenue Administration et se divise ainsi : Archives, Assurances, Documents constitutifs, Équité salariale et Politiques. Les Séries 10. 11. 12. et 13. sont devenues, Relations extérieures, Communication et information, Suivi d'entreprise et Finances.

J'ai également proposé au syndicat des règles de conservation simples, inspirées des différents guides de gestion des archives publiés au Québec. Comme le rappelle Gilles Héon dans *Les fonctions de l'archivistique contemporaine* « le plan de classification constitue le premier instrument de repérage intellectuel des documents ». Il était nécessaire, avant de se lancer dans un

projet de numérisation, de bien comprendre la structure selon laquelle les documents du syndicat étaient organisés depuis presque 40 ans. Il s'agit maintenant d'entamer la phase deux et de cibler les documents qui seront numérisés. Je peux déjà vous dire que la Série 05, Application de la convention collective est déjà identifiée pour le projet.

ACQUISITIONS ET TRAITEMENT

Le Centre d'histoire et d'archives du travail a fait l'acquisition de deux nouveaux fonds d'archives.

Le Comité intersyndical du Montréal métropolitain (CIMM)

Le premier est le Fonds du Comité intersyndical du Montréal métropolitain. Fondé en 1972, à l'époque, il prend le nom de Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM) jusqu'aux années 2000. En 1972, le CIMM/CRIM est composé du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, du Conseil du travail de Montréal-FTQ et des syndicats d'enseignement affiliés à la CEQ de la région de Montréal : l'Alliance des professeurs de Montréal, les syndicats d'enseignement de Champlain, de l'Ouest de Montréal, de Le Royer et de Laval. Au fil des années, le CIMM s'élargit à d'autres organismes syndicaux qui sont la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), le Syndicat des professionnels et professionnelles du Gouvernement du Québec (SPGQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM/CSQ).

Le Comité se veut un lieu de concertation des luttes syndicales, municipales et scolaires. Il prend une part active dans l'organisation de mobilisation, notamment la Fête internationale des travailleuses et travailleurs qui se tient le premier mai de chaque année. Historiquement, il se manifeste politiquement en établissant des

plates-formes en matière de développement urbain et de politiques sociales. En novembre 1973, il participe à la fondation du Regroupement Action-Montréal (RAM) et l'année suivante du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM). Le Comité se préoccupe des enjeux de l'éducation en produisant des plates-formes en faveur de la démocratisation et de la déconfessionnalisation des structures scolaires et du financement public. Au fil des années, il a su renforcer les liens avec les groupes populaires et communautaires.

Le Fonds est constitué de quatre boîtes de documents allant de 1972 à 2010. On y retrouve des procès-verbaux et documents afférents, de la correspondance, des documents publiés, avis et mémoires, des documents de travail produits dans le cadre des activités du CIMM, des bulletins et journaux, des tracts, etc.

Le chercheur pourra aussi compléter sa recherche en allant dépouiller d'autres fonds d'archives, dont celui du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN.

Le Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* (STIP)

Le second fonds est celui du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse*. En avril 1944, les journalistes du journal *La Presse* se joignent à ceux du *Petit Journal* et de *Photo-Journal* pour fonder le Syndicat des journalistes de Montréal (SJM). Le SJM – section *La Presse* s'affilie à la Fédération des métiers de l'imprimerie du Canada de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC).

En 1971, le syndicat obtient sa pleine autonomie et devient le Syndicat général des

communications – section *La Presse*. En février 1977, il change de nom pour devenir le Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* affilié à la Fédération nationale des communications de la CSN.

Le Fonds est constitué de six boîtes de documents couvrant la période de 1953 à 1978. On y retrouve des procès-verbaux et documents afférents, de la correspondance, des dossiers de négociations collectives, des communiqués, des bulletins et journaux, etc.

Les archives de la FTQ

Le CHAT procède actuellement au traitement spécifique des séries Secrétariat général (1969-1991) et Présidence (1991-1993) de la FTQ pendant la période où Fernand Daoust occupait ces fonctions.

NOUVELLES DU CHAT

Les nouveaux membres institutionnels

Deux nouveaux membres institutionnels adhèrent au Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT). Le Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse* est affilié à la Fédération nationale des communications de la CSN.

Le Syndicat des employés parlementaires du NPD, section locale 232 est affilié à Unifor

Un nouveau membre au Conseil d'administration

Un nouveau membre s'est rajouté au Conseil d'administration du CHAT. Yves Lacroix est nommé par la CSN pour siéger au CA. Monsieur Lacroix est un salarié de la CSN depuis 1991 et occupe le poste d'archiviste depuis 1998. Il est détenteur d'une maîtrise en bibliothéconomie et sciences de l'information de l'Université de Montréal. Il a collaboré à l'ouvrage *Les fondements de la discipline archivistique* paru en 1994 aux Presses de l'Université du Québec (PUQ). Il est membre du Comité du centenaire de la CSN. Nous lui souhaitons la bienvenue.

À la recherche de nouveaux locaux

Le Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT), qui est logé gracieusement depuis sa fondation par la section locale 800 de l'Union des employés et employées de service (UES-800), est à la recherche de nouveaux locaux. Le CHAT n'a pas encore de grands moyens financiers et souhaiterait pouvoir s'établir à coûts modestes en

attendant de recevoir un financement public récurrent. Tout syndicat ou organisme disposant de locaux pouvant être mis à sa disposition peut communiquer avec l'archiviste Marc Comby au 514 385-1717 poste 230, ou par courriel : chat2012synd@gmail.com.

VIENT DE PARAÎTRE

Maurice Boucher, *De ferblantier à citoyen engagé : ma vie (1929-2014)*

Maurice Boucher, aujourd'hui retraité, a exercé son métier de ferblantier au chantier maritime de la Davie Shipbuilding. Il a ensuite œuvré pendant de nombreuses années au sein de la Fédération de la métallurgie, des mines et des produits chimiques affiliée à la CSN puis au Service de la formation. Encouragé par des amis, il vient d'écrire son autobiographie. L'école de Maurice Boucher est celle de la vie. Une vie consacrée en partie à la CSN. Quand sa mère décède à l'âge de 91 ans, il se dit qu'à cet âge, « c'est comme une bibliothèque qui brûle ». Il a souvent répété qu'il « est difficile de savoir où l'on va si on ne sait d'où l'on vient ». Et c'est pourquoi il a écrit son parcours personnel.

L'initiative mérite d'être mentionnée. Pensant qu'aucune maison d'édition ne s'intéresserait à sa vie, Maurice Boucher a écrit ses mémoires en ne comptant que sur lui-même. On ne le dira jamais assez, le travail historique s'effectue en utilisant les traces écrites. Parmi elles, on y retrouve les archives et les journaux. Une deuxième source consiste en témoignages d'acteurs ou l'histoire orale. L'historien va, dans la mesure du possible, confronter les témoignages des acteurs ou des militants aux archives. Une troisième source constitue les images et les sources visuelles.

Le travail autobiographique de Maurice Boucher se situe dans la deuxième source. Au lieu de témoigner à travers les entretiens, l'acteur témoigne de sa vie sous la forme écrite. Le travail final constitue des matériaux importants pour l'historien.

Le document de 105 pages se divise en 18 chapitres.

Chapitre 1. Mes origines / Chapitre 2. Le chômage et la pauvreté / Chapitre 3. Georges et Amanda / Chapitre 4. L'école primaire / Chapitre 5. L'école secondaire et « Vive la guerre ! » / Chapitre 6. Un emploi, un métier, ferblantier / Chapitre 7. Syndicaliste à plein temps / Chapitre 8. Syndicalisme et Grande Noirceur / Chapitre 9. Syndicalisme, Révolution tranquille et orientation politique / Chapitre 10. Directeur régional pour la CSN, Saguenay–Lac-Saint-Jean / Chapitre 11. Directeur des services et président de la Fédération de la métallurgie, des mines et des produits chimiques / Chapitre 12. Les orientations politiques de la CSN / Chapitre 13. Les activités parasyndicales et les voyages / Chapitre 14. Coordonnateur du Service de la formation de la CSN / Chapitre 15. Des études universitaires / Chapitre 16. Pensées formatrices / Chapitre 17. La retraite / Chapitre 18. Deuxième et dernière retraite / Épilogue.

Si vous désirez obtenir le document, écrivez-nous à chat2012synd@gmail.com.

Étienne Martel, *Une vie de débardeur : troubles et changements au Port de Montréal (1960-1975)*. Rapport de recherche présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire, profil Histoire appliquée, juillet 2014.



L'historien Étienne Martel a produit un mémoire sur la vie des débardeurs. Il s'est notamment appuyé sur les archives du syndicat des débardeurs, section locale 375, en plus de réaliser de nombreux entretiens avec des débardeurs. Nous reproduisons le résumé du mémoire. [MC]

Les débardeurs du port de Montréal ont vécu de profondes et durables transformations entre les années 1960 et 1975. De prime abord, les modifications structurelles survenues au port telles que l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent, la libération du fleuve en hiver et la réorientation du commerce extérieur obligent le monde des quais à envisager l'avenir autrement. C'est dans le contexte effervescent de la Révolution tranquille et de la montée du nationalisme et du syndicalisme au Québec que les aspirations des débardeurs canadiens-français se heurtent à celles de leurs employeurs majoritairement canadiens-anglais. Les nombreuses luttes syndicales aboutissent finalement à l'entente de 1972 qui redéfinit, jusqu'à nos jours, les paramètres régissant les relations de travail au port de Montréal. Devant les innovations technologiques et la conteneurisation des méthodes de travail, les us et coutumes du bord de l'eau, transmis de génération en génération, deviennent rapidement désuets. Les milliers de débardeurs doivent alors faire table rase de leur bagage de connaissances afin d'apprendre un métier complètement différent. Les efforts déployés par le

syndicat et le patronat permettent également l'assainissement progressif du monde des quais, jusque-là sales, dangereux et disparates. L'amélioration des salaires et des avantages sociaux apporte aussi des gains appréciables aux ménages de débardeurs. Quant à eux, les quartiers « du bas de la ville » subissent d'irréversibles détériorations poussant de nombreux débardeurs qui y habitent à déménager en banlieue ou dans les nouveaux quartiers de l'est montréalais. En somme, cette intense période de quinze ans aura été le témoin du schisme entre l'ancien et le nouveau monde du débardage : après ces années, plus rien ne sera pareil.

Si vous désirez obtenir le document, écrivez-nous à chat2012synd@gmail.com

ÉVÉNEMENTS CULTURELS

La Montreal Cotton au cœur d'une exposition

Mathieu Tremblay
Historien

Le 21 septembre 2014, le Musée de société des Deux-Rives (MUSO) inaugurait l'exposition permanente *L'étoffe d'une ville : la Montreal Cotton Co.* À cette occasion, l'historien Mathieu Tremblay a fait une présentation de la Montreal Cotton de Salaberry-de-Valleyfield et des conditions de travail des travailleuses et travailleurs. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) et le Conseil central de la Montérégie (CCM) sont des partenaires de la réalisation de l'exposition. Nous reproduisons la présentation de Mathieu Tremblay. [MC]

La Montreal Cotton est omniprésente dans le paysage de Salaberry-de-Valleyfield, et ce, plus de 20 ans après sa fermeture définitive. Ses activités ont eu des répercussions majeures sur la vie publique et privée des Campvallensiens.

L'usine s'est implantée en 1873, en plein milieu de la ville. Elle ressemblait à un château médiéval avec ses grosses pierres grises, ses tours à créneaux, ses ponts qui enjambaient les bras d'aménée et ses quartiers de travailleurs aux caractéristiques particulières. Son sifflet était entendu à des kilomètres à la ronde, rythmant la vie de tous les habitants. Les quelques témoins architecturaux qui ont résisté au temps racontent encore l'épopée de cette industrie



qui a façonné « L'étoffe d'une ville : la Montreal Cotton Co. ».

Au cœur du fleuve

La position géographique et la puissance hydraulique de la rivière Saint-Charles (le prolongement du St-Laurent par le sud) éveillent l'intérêt d'investisseurs qui décident d'établir une usine de fabrication de coton à Salaberry-de-Valleyfield. Celle-ci prend le nom de Montreal Cotton Company (MOCO).

À partir des années 1890 jusqu'à la fin des années 1950, elle est la plus grande usine de textile au Canada. À son apogée, elle emploie plus de 3000 personnes et produit un large éventail d'articles.

Suivant des années d'instabilité, de concurrence et de revendications syndicales majeures, où d'ailleurs se font valoir Madeleine Parent et Kent Rowley, la MOCO démantèle plusieurs de ses vieux moulins en 1971 et cesse complètement ses opérations en 1992 après 118 ans d'existence.

Une histoire de vie

On vient de partout pour travailler à la MOCO. C'est l'époque où l'on quitte la terre en quête d'une vie meilleure. De la vie rurale, on passe à la vie urbaine. L'attrait des villes et des salaires stables provoque un mouvement d'émigration à l'intérieur de la province, et les usines de filatures, comme celles de Salaberry-de-Valleyfield, ne font pas exception.

On vient aussi d'Europe, principalement de la Grande-Bretagne, berceau des grandes idées de l'industrialisation. Des agents recruteurs s'installent en Angleterre pour louer la Montreal Cotton de Valleyfield. Des ouvriers spécialisés d'origines écossaise, irlandaise et anglaise s'installent dans le quartier des Anglais où l'on y retrouve habitations, écoles, églises et loisirs.

Des conditions difficiles

À partir de la fin du 19^e siècle jusque dans les années 1920, des familles entières travaillent à la MOCO pour un salaire familial. Les femmes et les enfants totalisent la plus grande proportion des ouvriers dans le monde du textile. En 1881, 41 % des emplois sont tenus par des femmes et 31 % par des enfants de moins de 16 ans.

Au début du 20^e siècle, pour une semaine de 60 heures de travail, un homme qualifié gagne de 5\$ à 6 \$, une femme environ 3 \$ et un enfant entre 1,50 \$ et 1,80 \$. Le travail en filature est éprouvant. Afin de prévenir la cassure du fil produit, on garde un niveau d'humidité constant dans les pièces ce qui entraîne des problèmes majeurs de santé chez les travailleurs. De plus les métiers à tisser produisent un bruit assourdissant et une vibration constante.

L'étoffe d'une ville

L'étoffe d'une ville : Montreal Cotton Co. est une exposition tramée de plusieurs histoires qui se mêlent et s'enchaînent. À travers une cinquantaine de témoignages audio-vidéos d'anciens travailleurs, des centaines de photographies et des artefacts significatifs (ballots de coton, sifflet de l'usine, grand livre de paie, outils fabriqués par des employés, smock vert porté par les ouvrières, réplique d'un métier à tisser, etc.) elle vous fait découvrir l'histoire du textile et de l'industrialisation au Canada, au début du 20^e siècle.

Si la Montreal Cotton ne fut pas la première industrie à s'installer sur les berges de la baie St-François, elle fut la plus importante et a grandement marqué son paysage urbain et social.

Le Musée de société des Deux-Rives vous invite donc à découvrir, vivre ou revivre une page d'histoire trop peu illustrée et étayée jusqu'à maintenant. Une grande exposition à ne pas manquer!



Responsable du bulletin : Marc Comby
Collaboration : Stéphanie Cloutier,
Esther Ste-Croix
Révision : Christine Carrière

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
20, boul. De Maisonneuve Ouest, bur. 111
Montréal (Québec) H2X 1Z3
(514) 385-1717, p. 230
www.archivesquebecoisesdutravail.org
chat2012synd@gmail.com